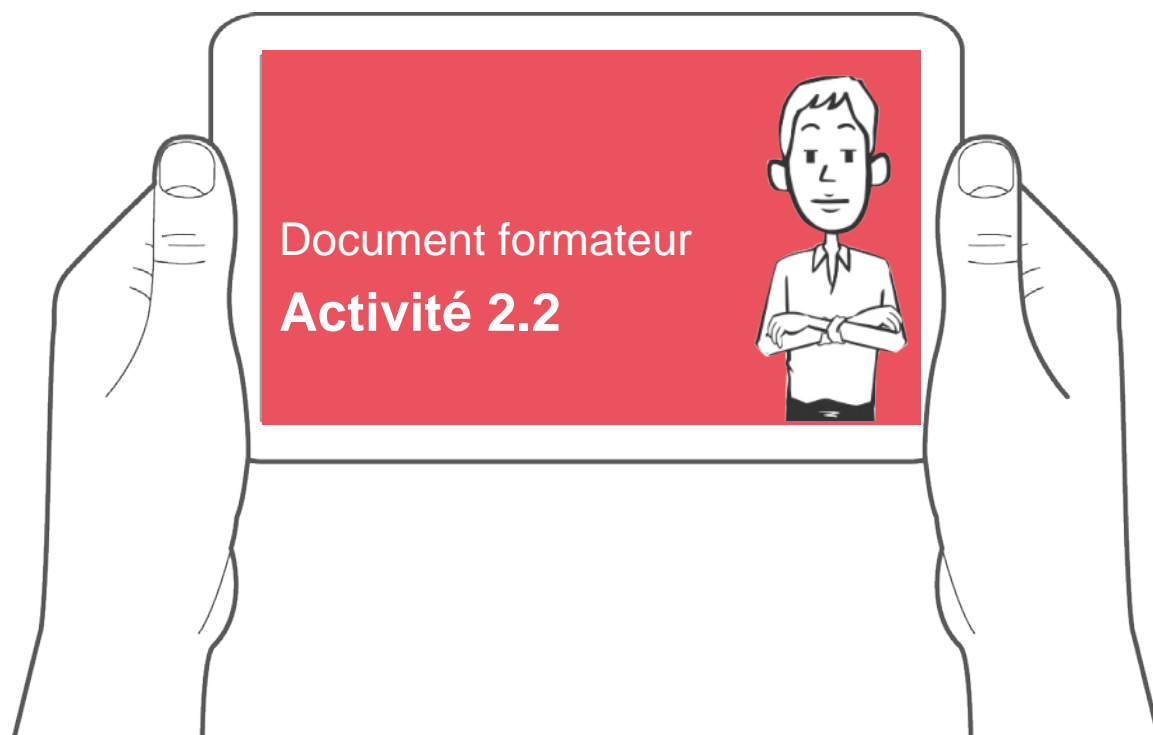


Bloc 1 - Module 1 - Journée 1
S'APPROPRIER SON ENVIRONNEMENT



■ Questionnement QQQOCCP

Conduisez l'investigation pour vous assurer que vous comprenez bien le(s) problème(s). Rédigez, sur l'ensemble des questions, un minimum de 20 réponses très courtes.

QUOI ?	
Quels sont les faits constatés ?	Sous l'action de la BCE, les taux d'intérêts sont encore très bas en Europe. Ils risquent cependant de remonter. Cette évolution pourrait faire des gagnants et des perdants.
Quels avantages aux taux bas ?	Pour les banques : une opportunité de progression des crédits en volume malgré une marge d'intermédiation fortement rognée. Pour l'État une opportunité de stimuler la croissance et l'investissement.
Quels risques d'une remontée ?	Pour les banques une valorisation des portefeuilles d'obligations évoluant défavorablement. Pour l'État : un renchérissement de coût de la dette publique.
QUI ?	
Qui est concerné ?	La Banque centrale Européenne -BCE Les banques L'État
Qui assure la responsabilité ?	La banque centrale européenne (BCE) est indépendante du pouvoir politique et décide donc en fonction des missions qui lui ont été confiées (stabilité du système financier avec un objectif d'inflation de 2 % l'an).
QUAND ?	
À quel moment le problème se produit-il ?	Le retournement de stratégie de la politique des taux bas vers une remontée progressive semble proche.
Dans quel délai ?	La fin de la pratique de l'assouplissement quantitatif (rachat d'actifs par la BCE ou QE) est programmée pour la fin de l'année 2018 mais le maintien de taux directeurs bas pourrait perdurer.
OÙ ?	
Où se localise physiquement le problème ?	Au conseil des Gouverneurs de la BCE lorsque sont décidées les évolutions de la politique monétaire (niveau des taux directeurs et mesures non conventionnelles / QE ou assouplissement quantitatif).

COMMENT ?	
Comment procède-t-on actuellement ?	<p>Face aux taux très bas, les banques ont réagi en augmentant fortement leurs encours pour maintenir leur PNB, avec le risque de créances douteuses et de création de bulles.</p> <p>L'État a pu faire croître en France le poids de sa dette publique de 30 % du PIB sans en accroître sensiblement le coût.</p> <p>La BCE a fait progresser considérablement son total de bilan par les rachats d'actifs auxquels elle a procédé.</p>
COMBIEN ?	
Combien ?	<p>Les banques vont devoir supporter un stock de crédits faiblement rémunérateur pendant de longues années (financements immobiliers), impactant la gestion Actif / Passif.</p> <p>La politique budgétaire de l'État va devoir être plus restrictive, l'impasse devant être financée plus chèrement.</p>
POURQUOI ?	
Pourquoi cette analyse ?	<p>L'évolution possible des taux d'intérêt rejoint-elle des objectifs communs aux banques, à la BCE et à l'État ?</p>

■ **Les points clés pour répondre à la question**

Recopiez en liste, dans l'ordre des sources consultées, un minimum de 15 informations essentielles (qualitatif et/ou quantitatif), illustrant les éléments constatés dans la première étape.

1. Les taux d'intérêts très bas, destinés à soutenir la croissance, peuvent être à l'origine de « bulles ».
2. Le danger vient aussi des risques de créances douteuses.
3. Les obligations détenues exposent une partie importante du secteur financier.
4. Les banques craignaient de ne pouvoir répercuter la baisse des taux, faute de rentabilité.
5. La rentabilité des banques ne serait affectée qu'à moyen terme.
6. Les marges d'intermédiation se sont effondrées.
7. Les banques ont cherché à compenser cette évolution par une course au volume.
8. L'objectif poursuivi par la BCE d'atteindre une inflation de 2 % l'an semble désormais proche.
9. La politique d'assouplissement quantitatif (quantitative-easing) prendra fin au terme de l'année 2018.
10. Le bilan de la BCE a crû considérablement.
11. Le mouvement inverse pèsera sur le secteur obligataire.
12. Les taux bas ont constitué une opportunité pour les États d'augmenter la croissance et l'inflation.
13. Un surplus mondial d'épargne par rapport à l'investissement se constate.
14. Une redistribution en faveur des débiteurs au détriment des créanciers s'est opérée ces dernières années.
15. Les États doivent investir intelligemment.

■ Réponse à la problématique

Rédigez un court mémo interne (10 à 15 lignes) sur la problématique :

« Après une période de baisse des taux, voici que s'amorce une remontée des taux d'intérêts. En quoi cela peut-il interroger les objectifs de l'État, des banques centrales et des établissements bancaires ? »

■ Articles de presse

Banques

- Article A : « Le FMI souligne les risques liés aux taux d'intérêt très bas », lemonde.fr, Claire Guélaud, 15 avril 2015
- Article B : « Zone euro : Les banques peuvent supporter des taux bas-Étude BCE », investir.lesechos.fr, 30 octobre 2017
- Article C : « Les banques au défi des taux bas », agefi.fr

BCE

- Article D : « L'inflation en zone euro est à l'objectif-Nowotny (BCE) », investir.lesechos.fr, 15 juin 2018
- Article E : « Comment le bilan de la BCE a dépassé celui de la Fed », lesechos.fr, Etienne Goetz, 12 mai 2017

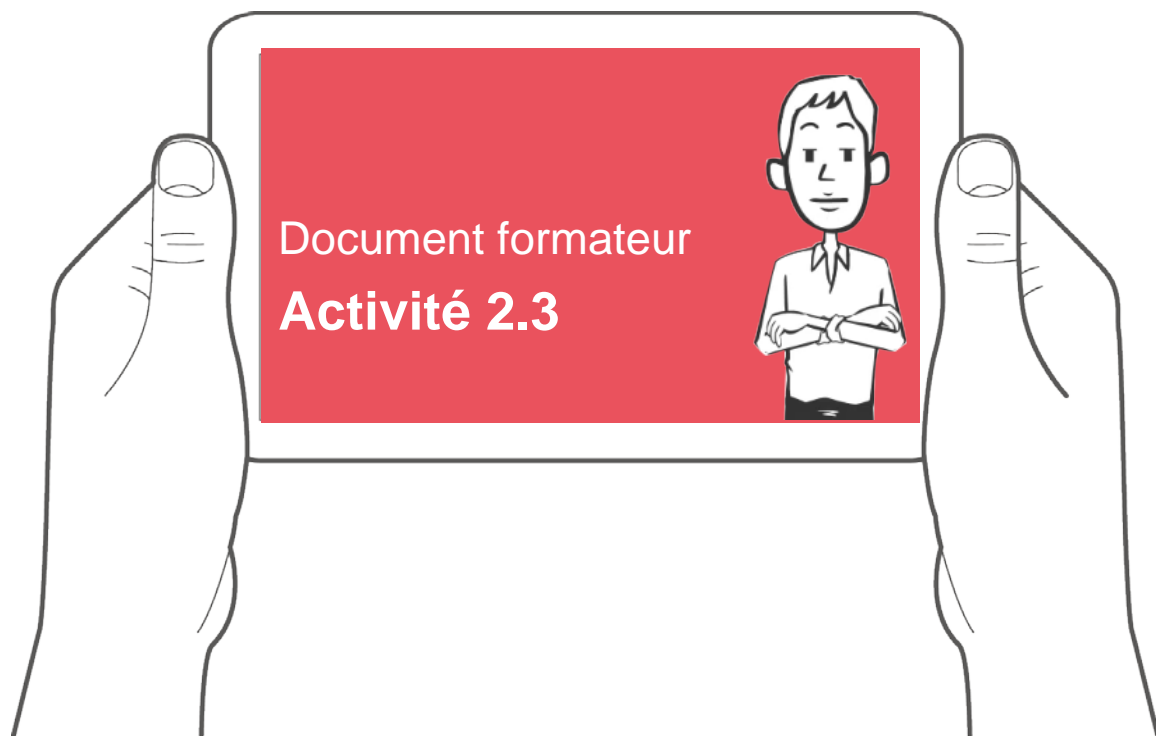
État

- Article F : Les taux bas sont une opportunité pour la France de financer des investissements pour augmenter la croissance et l'inflation, lemonde.fr, Xavier Ragot, 7 décembre 2016
- Article G : « En France, l'État est le grand gagnant des taux bas », lemonde.fr, Marie Charrel, 7 décembre 2016

La fin de la politique des taux bas initiée par la BCE semble proche, l'objectif d'une inflation à 2 % paraissant atteignable. Les craintes se reportent désormais sur le compartiment des obligations, qui pourrait menacer la stabilité du système financier.

Une hausse des taux devrait permettre une reconstitution des marges d'intermédiation des banques, un moindre risque de bulles mais l'évolution des créances douteuses (risque de contrepartie) devra faire l'objet d'une attention particulière car elle détermine l'atteinte d'un seuil de rentabilité qu'exige la contrainte prudentielle.

Pour l'État, le coût du service de la dette publique va forcément augmenter. Il est souhaitable que les investissements réalisés grâce à des taux bas soutiennent la croissance et donc accroissent les rentrées fiscales, diminuant ainsi le recours à l'endettement.



Document formateur

Activité 2.3



■ Question

Quand on dit à un banquier « De toutes façon bientôt, il n'y aura plus besoin des banques ».

En quoi cela interroge-t-il sur la place de la banque dans l'économie ?

Articles de presse

- Article A : « La fin des banques est-elle possible ? », SOLVERE Finance, Guillaume Chocteau, 9 mars 2017
- Article B : « L'avenir des banques : des usines pour les plateformes de type Gafa ? », latribune.fr, Delphine Cuny, 30 mars 2018
- Article C : « Le rôle des banques, Rapprocher épargnants et emprunteurs contribue au bon fonctionnement des économies », FMI, L'ABC de l'Économie, Finances & Développement, Jeanne Gobat, mars 2012

■ Les points clés pour répondre à la question

1. La révolution digitale affecte la banque
2. La perte de confiance est liée à la faible aversion au risque de la banque et à sa forte propension à la spéculation
3. La banque est confrontée à une crise de structure : certaines sont trop grandes
4. La banque subit une crise morale et judiciaire
5. La chaîne de valeur traditionnelle de la banque « de la relation client à la conception de produits et à la gestion des risques est remise en cause
6. La banque ouverte, c'est l'ouverture des systèmes d'information des banques et le partage des données de leurs clients à des tiers
7. Malgré tout la banque n'a pas encore perdu de parts de marché
8. La banque paraît suiviste sur l'expérience client
9. La banque pourrait se positionner en « producteur » pour des plateformes de distribution tierces (à l'image de la place de marché - market place – des vendeurs sur internet comme Amazon ou Aliexpress)
10. Une autre option consisterait à offrir une interface de programmation sur la plateforme bancaire, source nouvelle d'acquisition de clients et d'origination de prêts
11. La banque reste indispensable dans sa fonction d'intermédiation
12. Elle joue un rôle encore primordial dans le système national et international des paiements
13. La banque est seule créatrice de monnaie dans l'économie
14. La banque est la courroie de transmission indispensable de la politique monétaire
15. Pour éviter une faillite bancaire et un éventuel risque systémique, une réglementation renforcée vise à limiter l'exposition aux risques de crédit, de marché et opérationnel
16. Cette régulation passe par un renforcement de la solvabilité et de la liquidité de la banque
17. Cette supervision doit aussi s'appliquer aux nouveaux acteurs et à la « finance de l'ombre »